

5000+

N° 66/CA du Répertoire

N° 2007-001 /CA2 du Greffe

Arrêt du 06 juin 2013

**Affaire :** MONKOUN R. Guy Antoine  
C/

Ministre du Travail et de la  
Fonction Publique.

ABC

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 28 décembre 2006, enregistrée au greffe de la Cour Suprême le 29 décembre 2006 sous le numéro 1278/GCS, par laquelle Monsieur MONKOUN Romain Guy Antoine, Instituteur Suppléant, 01 BP 1170 Cotonou, a saisi la Cour Suprême d'un recours contre l'application de l'article 3 du Décret n° 93-321 du 31-12-93, portant conditions et modalités d'application de la Loi n° 90-028 du 09 octobre 1990, portant amnistie des faits autres que des faits de droit commun commis du 26 octobre 1972 jusqu'à la promulgation de ladite loi, en ce qui concerne la reconstitution de sa carrière en tant qu'amnistié ;

Vu le mémoire ampliatif du 23 octobre 2007 enregistré au greffe le 02 novembre 2007 sous le numéro 992/GCS;

Vu la lettre n° 0560/GCS du 04 mars 2008 transmettant la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées, pour ses observations, au Ministre de la Fonction Publique et du Travail;

Vu la lettre n° 1485/MTFP/DC/ SGM/DGFP/ DCA/SEC du 14 juillet 2008, enregistrée au Greffe de la Cour le 15 juillet 2008 sous le numéro 476/GCS par laquelle le Ministre de la Fonction Publique et du Travail a communiqué à la Cour son mémoire en défense ;

Vu le reçu n° 3524 du 06 avril 2007 constatant le paiement de la consignation légale ;

Vu la Loi n° 90-92 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;

Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême ;

Vu toutes les autres pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la Loi :

### **EN LA FORME**

Considérant que l'article 68, alinéas 1 et 2 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 dispose : «Le délai du recours pour excès de pouvoir est de deux mois ; Ce délai court de la date de la publication de la décision attaquée ou de la date de sa notification.

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours gracieux ou hiérarchique, tendant à faire rapporter ladite décision. »

Considérant que, pour la reconstitution de la carrière de monsieur MONKOUN Romain Guy Antoine, le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative, en application du Décret n° 93-321 du 31-12-93 susvisé, a pris l'Arrêté n°1681/MFPTRA/ DACAD/SAD du 07/05/2004 dont l'article 2 dispose : « la période allant du 1<sup>er</sup> avril 1994 au 1<sup>er</sup> octobre 2002 est considérée comme une interruption volontaire de service ne donnant droit ni à avancements, ni à rappels de salaire.» ;

Que par lettre en date du 26 septembre 2007, enregistrée au Ministère du Travail et de la Fonction Publique le 28 septembre 2007 sous le numéro 3294, monsieur MONKOUN Romain Guy Antoine a adressé au Ministre du Travail et de la Fonction Publique un recours gracieux contre l'application du

Décret n° 93-321 du 31-12-93 à la reconstitution de sa carrière ;

Qu'il ressort cependant de cette lettre que l'intéressé avait eu connaissance de l'Arrêté et du Décret susvisés, courant 2006 ;

Qu'au demeurant, le requérant a saisi la Chambre Administrative le 28 décembre 2006, à une date antérieure à celle du recours gracieux ; Que cette saisine n'est donc pas conforme aux dispositions de la loi ; Qu'il échet, par conséquent, de la déclarer irrecevable.

### **PAR CES MOTIFS**

#### **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours pour excès de pouvoir de monsieur MONKOUN Romain Guy Antoine en date du 28 décembre 2006 est irrecevable.

**Article 2** : Les frais sont à la charge du requérant.

**Article 3** : Notification du présent Arrêt sera faite aux parties et au Parquet Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative), composée de :

**Grégoire ALAYE**, Président de la Chambre Administrative,

**PRESIDENT,**

**HOUNDEKANDJI-CODJOVI Bernadette }**

**Et**

**{**

**Victor D. ADOSSOU**

**}**

**CONSEILLERS,**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi six juin deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus et en présence de

**Raoul OUENDO,**

**MINISTERE PUBIC ;**



Et de Maître **Hortense LOGOSSOU- MAHMA**,  
**GREFFIER.**

Et ont signé,

Le Président,

Le Rapporteur,

  
**Grégoire ALAYE**

  
**Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI**

Le Greffier.

  
**Hortense LOGOSSOU- MAHMA**